

le pouvoir aux travailleurs

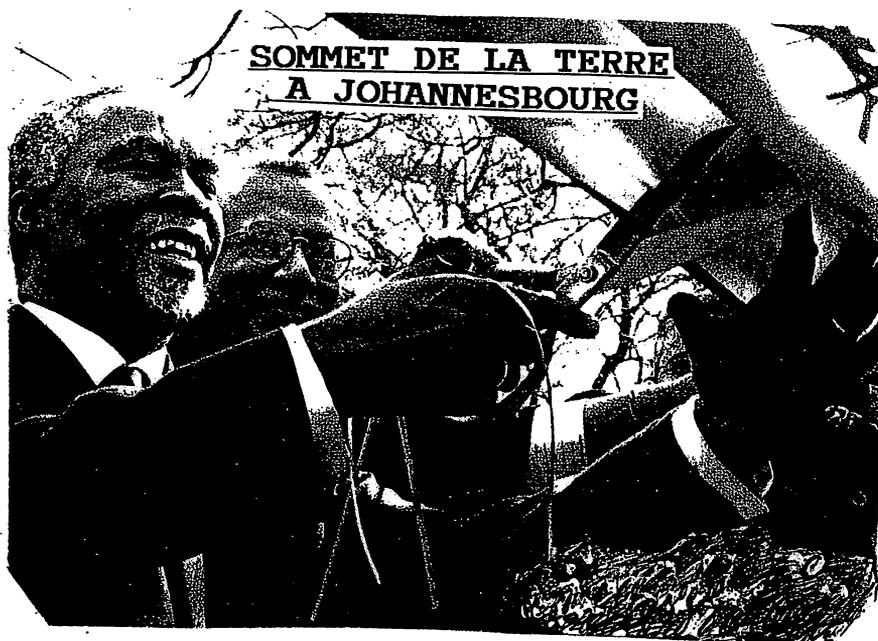
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 01 SEPTEMBRE 2002

N° 295 PRIX 0,60 Euro (4F)



UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE

A CONDITION DE METTRE FIN

A LA BARBARIE DU CAPITALISME

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

Page 3
Côte d'Ivoire:
- manoeuvres politiques et magouilles autour de la mangeoire
- Ceux qui nous gouvernent fêtent ...

Page 8
Mali: Tractations politiques au sommet sans espoir de changement pour la population

Page 9
Sénégal: Les caprices du climat ne sont pas les vraies causes ...

Page 10
Nigéria: La peine de mort, une pratique barbare !

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 13 Euros (85 F)

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :
Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

SOMMET DE LA TERRE A JOHANNESBOURG

**UN AUTRE MONDE
EST POSSIBLE A CONDITION
DE METTRE FIN A LA
BARBARIE DU CAPITALISME**

Du 26 Août au 4 Septembre se tient à Johannesburg, sous l'égide de l'ONU, un sommet réunissant plus d'une centaine de chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que plusieurs dizaines de milliers de participants venus des quatre coins du monde. La presse écrite et audiovisuelle a fait largement écho de cette réunion fastueuse baptisée pompeusement "sommet de la terre". Le président sud-africain Thabo Mbeki, s'adressant aux associations venues peser sur les négociations, déclare que "le sommet doit trouver les moyens de réduire la pauvreté sans abîmer l'environnement et la nature". Voeux pieux et hypocrisie.

Ce n'est pas la première fois que l'ONU organise un tel sommet où chacun y va de son couplet sur l'avenir de la terre, sur la réduction de la pauvreté ou sur la lutte contre les fléaux menaçant l'humanité. Rappelons celui de Rio, au Brésil, en 1992 où furent rédigées plus de 2500 résolutions. Les dirigeants des pays les plus riches s'étaient engagés à verser l'équivalent de 0,7% de leur PIB (Produit intérieur brut) aux pays les plus démunis. Mais dix années après, la plupart d'entre eux n'ont même pas versé la moitié de ce qu'ils avaient promis. Pourtant lorsqu'il s'agissait de faire la guerre à l'Afghanistan pour soi-disant pourchasser le terroriste Ben Laden, ils avaient réuni en un clin d'oeil des milliards de dollars en armement et en matériels sophistiqués.

Que de par le monde, près de 1,5 milliard d'êtres humains manquent d'eau potable ou sont contraints de boire de l'eau polluée, qu'un milliard de personnes "vivent" avec moins d'un euro par jour et que des centaines de millions de personnes souffrent de malnutrition ou crèvent de maladies dues à la pauvreté, tous ces dirigeants s'en moquent éperdument. Tout au plus ils ne font que verser des larmes de crocodile. On ne peut pas en effet prétendre sauver la planète et la majorité de ses habitants tout en défendant le système capitaliste. Car si tant d'hommes souffrent de la faim, de la soif et des maladies de toutes sortes,

s'ils n'ont accès ni au logement décent ni à l'éducation et à tout ce qui est utile pour le bien être de tout un chacun, ce n'est pas que la société n'a pas les moyens de résoudre ces problèmes ni de répondre aux besoins de ces quelques milliards d'habitants. Les moyens aussi bien financiers que techniques existent bel et bien. L'humanité n'a jamais été aussi capable de produire des richesses industrielles et agricoles pour subvenir largement aux besoins de l'ensemble des habitants de cette terre. Ce qui fait obstacle, c'est le système capitaliste. C'est ce système où ce qui compte, c'est le profit d'une petite minorité d'exploiteurs et de parasites. Il est profondément

injuste et dangereux car non seulement il réduit la majorité à la misère, détruit la planète, gaspille ses ressources mais en plus provoque des guerres pour l'appropriation de ces ressources. Un tel système n'est pas viable et n'est pas compatible avec l'avenir de la planète. Il faudra le remplacer par un autre système où la vie des hommes, leur environnement et les intérêts des générations futures seront mis au centre de toutes les décisions.

Une telle société, le communisme, ne pourra voir le jour que si les travailleurs, en s'organisant et en luttant, mettent d'abord fin à la barbarie du capitalisme.

COTE D'IVOIRE

MANOEUVRES POLITIQUES ET MAGOUILLES AUTOUR DE LA MANGEOIRE

La plupart des travailleurs se désintéressent du nouveau gouvernement et ils ont bien raison! Ils savent au moins une chose que ce gouvernement "d'union nationale" ou de "refondation" dont Gbagbo est si fier ne changera rien à leur sort - et c'est là l'essentiel.

Pourquoi donc Gbagbo tient-il tant, depuis son accession au pouvoir, à associer au gouvernement les représentants des partis d'opposition?

Son attitude était dans la logique de la situation au lendemain de son élection tant elle avait été acquise dans des conditions douteuses. Associer, fut-ce partiellement, le PDCI ou encore, embaucher au gouvernement deux ministres se revendiquant de Guéi, était une façon de consolider un pouvoir mal assuré. En outre, le FPI n'a pas la majorité à l'Assemblée à lui tout seul et l'apport de députés d'autres formations est une nécessité arithmétique.

Mais pourquoi Bédié et Guéi ont accepté de cautionner Gbagbo (même si le second boude depuis que son

parti a été privé d'une place de ministre sur deux)? Pourquoi Ouattara a-t-il décidé de se joindre aux autres dans ce troisième gouvernement de l'ère Gbagbo?

Pourtant, Bédié, Ouattara ou Guéi disaient tous de Gbagbo pis que pendre et le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils n'étaient pas plus tendres les uns vis à vis des autres. Guéi prétendait il n'y a pas si longtemps craindre pour sa vie en venant à Abidjan et quant à Ouattara, il ne s'estimait en sécurité qu'à Paris. Même Bédié avait du mal à revenir de son exil doré, alors pourtant qu'il avait à surveiller ici les biens qu'il avait volés à l'Etat pendant sa longue présence au sommet du pouvoir. Les voilà qui font publiquement la démonstration qu'ils sont tellement proches politiquement les uns des autres, qu'ils peuvent parfaitement gouverner le pays ensemble.

Pourquoi cette attitude qui, sous des formes diverses, provoque des remous dans tous les partis associés, bon gré, mal gré au FPI,

sous la direction de N'Guessan? Bédié s'est livré à une véritable danse de Saint-Guy disant tantôt oui, tantôt non, et faisait mine de vouloir claquer la porte à la décision de Gbagbo de garder Lagou Henriette, histoire d'embêter le PDCI. Les dirigeants de l'UDPCI réclament à hauts cris que Guéi, leur chef, exclue Bleu Lainé qui s'accroche à son poste ministériel malgré l'avis de son propre parti. Le PIT de son côté est en crise ouverte, au point que le secrétaire national Wodié et son rival Kabran Appia, devenu ministre sans autorisation des instances, ont jugé plus prudent de venir à la réunion de la direction de leur propre parti, l'un, accompagné d'hommes de main musclés, l'autre, flanqué de gendarmes. Puisque cela crée de telles chamailleries, pourquoi donc avoir accepté les propositions vicieuses de Gbagbo?

Sur le plan des choix individuels des nouveaux ministres désignés, il n'y a évidemment nul mystère. La mangeoire attire, même si c'est un prétendu adversaire politique qui tient le déversoir. Ces gens-là connaissent assez les avantages d'occuper une place ministérielle pour être prêts, afin d'y accéder, à vendre père et mère. A fortiori, à trahir leur chef politique.

Mais si Kabran Appia a accepté les propositions de Gbagbo malgré l'avis de son parti et si Bleu Lainé ne s'est pas gêné pour se passer de l'autorisation du sien, il n'en est pas de même pour Bédié. Lui, comme Ouattara ont fait un choix politique. Un choix risqué à moyen terme car, aux prochaines échéances électorales, présidentielles ou législatives, ils pourront difficilement jouer les opposants à Gbagbo et au FPI pour se démarquer de la politique menée puisqu'en participant au gouvernement, ils en partagent la responsabilité. A ce qu'il paraît d'ailleurs Bédié n'était vraiment pas chaud pour cette participation et s'il l'a acceptée, ce n'est pas seulement sous la pression des ministres

pressentis de son parti, mais aussi, sous celle, oh combien plus efficace, de Chirac.

C'est que la puissance tutélaire est consciente que ceux qu'on appelle pudiquement les "investisseurs", c'est à dire les patrons des grandes entreprises, les banquiers bailleurs de fonds, vivent mal l'instabilité de la situation en Côte d'Ivoire. Les propriétaires des grandes chaînes commerciales par exemple, de quelque nationalité qu'ils soient, n'apprécient pas les flambées périodiques de violences et les pillages susceptibles d'en résulter. Les patrons des entreprises qui se plaignent déjà de la conjoncture morose de l'économie mondiale n'ont pas trop envie d'investir pour les mêmes raisons. En outre, dans ce pays où pour décrocher un contrat juteux ou pour accéder à une position de monopole dans un secteur, il vaut mieux bénéficier de la protection d'un ministre, de trop fréquents changements d'équipes gouvernementales rendent la corruption moins rentable. A quoi bon de s'acheter un ministre si, un an plus tard, il est contraint de partir et s'il faut s'en acheter un autre? Sans même parler de la masse de bourgeois petits ou moyens qui font des affaires, les uns dans le commerce, les autres dans les transports, dans l'immobilier ou les trafics en tous genres et dont les revenus confortables et la certitude de conserver et d'accroître leurs capitaux, dépendent de la sécurité. La Côte d'Ivoire exerçait longtemps un attrait sur cette couche sociale, au point qu'il en venait même des pays voisins, du Moyen Orient, sans parler de la France, flairant les bonnes affaires et se fiant à la stabilité qui perdurait si longtemps dans ce pays. Ceux qui avaient de l'argent se savaient les bienvenus ici. Même lorsqu'on pourchassait les simples travailleurs ou les paysans pauvres, sous prétexte qu'ils sont nés au Burkina ou au Togo, le régime savait protéger les possédants gros, moyens et même petits, parfois plus même que le régime de leur propre

pays. Mais voilà que ces temps bénis semblent terminés. Les bonnes affaires vont de pair avec des risques. Combien de familles de possédants venus d'ailleurs ont rapatrié, sinon leurs capitaux qui continuent tout de même à rapporter, du moins leurs familles? Combien de possédants, bel et bien Ivoiriens, préfèrent sagement placer leurs capitaux en Europe et y envoyer leurs enfants faire leurs études?

Gbagbo est suffisamment sensible aux désirs de toute cette classe bourgeoise pour vouloir les rassurer, en montrant que son pouvoir n'est ni fragile ni fugitif, la preuve, c'est que les autres grands partis sont prêts à y associer leur sort.

Bédié est, certes, au moins aussi sensible à ces aspirations qu'il n'est pas seulement un serviteur politique des riches mais qu'il est riche lui-même. Mais lui, il a plus à perdre, car il prend des risques pour sa future réélection en 2005. Apparemment, il a fallu "l'amicale" pression de Chirac pour qu'il se laisse fléchir...

Ouattara prend des risques politiques similaires. Toute une partie de sa clientèle électorale ne se réjouit certainement pas de voir le RDR s'associer au FPI, en cautionnant un pouvoir qui a la responsabilité que l'on sait dans la propagation des préjugés ethnistes contre les originaires du Nord, sans même parler des actes de violence. Mais pour Ouattara que ses concurrents et rivaux accusent de n'être pas Ivoirien et par conséquent, hors jeu pour les futures présidentielles, c'est une façon de revenir à la vie politique nationale. Alors, il fait mine de se réjouir de l'ouverture de Gbagbo, quand bien même le RDR ne récupère que quatre strapontins ministériels, et qui plus est, dans des ministères sensibles où ils seront confrontés à des coups de colère inévitables. On verra par exemple comment le ministre des transports RDR gèrera la future et inévitable explosion de colère des chauffeurs de Gbaka et de

Wôro-Wôro, réagissant de nouveau contre les rackets dont ils sont victimes de la part des policiers ou des militaires.

Gbagbo, lui, ne prend pas grand risque dans cette affaire. Créer des places de ministres supplémentaires ne lui coûte pas cher - même si cela va coûter cher aux contribuables. Et il peut même se payer le plaisir de jeter la zizanie dans les rangs des autres partis avec le petit jeu des nominations ministérielles.

Voilà en tout cas le pays doté de 37 ministres, payés à ne pas faire grand'chose entre 3,8 millions par mois pour un simple ministre délégué et 5,7 millions pour un ministre d'Etat, sans parler des à-côtés. Et pendant ce temps, l'Etat n'a pas d'argent ne serait-ce que pour stopper la propagation de cette maladie de moyen-âge qu'est le choléra.

Mais cet argent inutilement dépensé ne sauvera même pas cette "paix civile" dont Gbagbo se pose en sauveur. La démagogie ethniste ne cesse pas de sévir et surtout, ne cesse pas cette situation d'effroyable misère qui, faute d'autres perspectives, pousse tant de petites gens vers un ethnisme aussi stupide que lourd de catastrophes pour toute la société. Rien que les réactions aux nominations de ministres et les sordides comptes concernant la composition ethnique du gouvernement et les polémiques peu ragoûtantes entre le PDCI et le FPI, au sujet de la prédominance des Akan parmi les ministres PDCI, sont significatives et lourdes de menaces.

Même lorsqu'ils font mine d'être responsables vis à vis de la bourgeoisie, vis-à-vis des "investisseurs" et de la bonne marche de leurs affaires, ceux qui nous gouvernent restent totalement irresponsables à l'égard de la société. Alors, leur "paix civile" est une paix armée où les camps ethniques artificiellement créés et démagogiquement gonflés, s'observent avec méfiance, chacun sachant que la moindre provocation peut se

transformer en affrontements sanglants.

Que cette situation soit nuisible aux profits des "investisseurs", c'est leur problème - et ils ne sont certainement pas à plaindre. Mais que cela pèse sur l'activité économique, que des chantiers ferment, que des usines réduisent leurs effectifs, que le chômage s'aggrave et pèse sur les salaires, cela signifie que les classes laborieuses devront payer, encore et toujours, pour la stupidité et l'injustice du système économique et pour l'irresponsabilité des valets politiques des possédants. Et quand

cela arrive jusqu'aux affrontements sanglants, c'est encore dans les quartiers populaires que l'on compte les blessés et les morts.

Alors, il est grand temps que les travailleurs se mêlent de politique; pas derrière l'un ou l'autre des leaders qui, tous, n'ont que mépris pour eux, mais derrière le drapeau de la classe travailleuse. Les ouvriers et les paysans constituent une force considérable dans ce pays et ils pourraient imposer des mesures qui soient favorables à leurs intérêts, pour peu qu'ils en prennent conscience et qu'ils s'organisent pour le faire.

COTE D'IVOIRE

CEUX QUI NOUS GOUVERNENT FETENT L'INDEPENDANCE MAIS L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS ET DES PAUVRES RESTE ENCORE A CONQUERIR

Il est dans les habitudes qu'à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire le chef d'Etat se fende d'un discours d'auto-congratulation. Gbagbo n'a pas dérogé aux habitudes. Il est content de lui, le président de la République. Il est content pour la Côte d'Ivoire.

Il n'y a pourtant pas de quoi. Au même moment, ou presque, a été rendu public au palais de la Culture de Treichville le rapport pour le développement humain qui fait le point sur la situation des différents pays du monde. La Côte d'Ivoire est classée 156° sur les 173 pays recensés. Et surtout, le rapport souligne que le revenu par habitant non seulement n'a pas progressé mais a reculé au cours des vingt dernières années. La Côte d'Ivoire, comme la plupart des pays d'Afrique, est plus pauvre aujourd'hui qu'il y a vingt ans.

Les travailleurs, les paysans pauvres de ce pays n'ont même pas

besoin de ces rapports savants, pour mesurer, dans leur vie, que les choses vont de plus en plus mal, qu'il est de plus en plus difficile d'assurer l'existence quotidienne de leur famille. Dans combien de familles pauvres, on ne mange pas à sa faim car la nourriture quotidienne elle-même est un problème? Combien de familles vivent dans des taudis infectes? Combien de femmes, d'hommes, d'enfants meurent, chaque jour, alors qu'ils ne devraient pas mourir, simplement parce qu'il n'y a pas de quoi se payer le médicament nécessaire?

Mais le plus révoltant peut-être c'est que si la pauvreté de la majorité s'aggrave, une minorité s'enrichit d'une façon éhontée. Il suffit de faire un petit tour à Cocody, entrevoir les villas ou les palais qui se cachent derrière les hauts murs, regarder les voitures de luxe, compter le nombre des boutiques élégantes au Plateau où la moindre fanfreluche coûte un mois de salaire d'un ouvrier, quand ce n'est

pas six ou dix.

D'où vient toute cette richesse amassée? Pour certains, anciens ou actuels ministres, chefs d'Etat ou hauts fonctionnaires, de la corruption, du pillage des caisses de l'Etat. Pour d'autres, leur richesse vient de la misère de la majorité, des bas salaires, des heures supplémentaires non payées. C'est précisément parce que les uns se crèvent au travail pour ne toucher que deux mille, trois mille francs par jour, quand ils ont du travail, que d'autres, la minorité, amassent des fortunes dans ce pays!

Et l'Etat lui-même, au lieu d'aider les plus pauvres à s'en sortir un peu mieux, contribue à les y enfoncer toujours plus. A commencer par ces représentants de l'Etat sur le terrain que sont les policiers et les militaires et qui rançonnent la population pauvre comme des bandits de grand chemin et qui leur volent le peu qu'ils ont. Et jusqu'au chef d'Etat qui prétend parler au nom de tous, mais dont tout le discours de la fête nationale était consacré au "secteur privé", c'est-à-dire aux patrons des usines, aux propriétaires des grands magasins et des chaînes commerciales, aux banquiers. Gbagbo propose même que cette année soit consacrée "l'année des entreprises et des investisseurs". C'est pour ceux-là qu'il a des pensées émues. Pas pour leurs victimes. Pas pour ces ouvriers des usines ou du bâtiment, pas pour ces employés de magasins, dont beaucoup ne trouvent même pas de travail et ceux qui en trouvent, sont tellement mal payés que, même en travaillant du matin au soir, ils n'ont pas de quoi nourrir correctement leurs enfants. Pas pour ces paysans que la misère chasse des campagnes car la vie y devient invivable pour beaucoup.

Ces "entrepreneurs", ces "investisseurs" à qui Gbagbo fait la cour ont de quoi se féliciter de l'indépendance de la Côte d'Ivoire. Pour eux, la Côte d'Ivoire, c'est

leur pays, elle est une mère nourricière - qu'ils soient d'ailleurs eux-mêmes Ivoiriens, Libanais, Français, Américains ou autres. Leur fortune leur tient lieu de carte d'identité nationale.

Mais pour nous autres, les travailleurs? Ce n'est pas une mère nourricière, c'est une marâtre.

Alors, cette "indépendance" qu'ils fêtent n'est pas la notre, c'est celle des puissants. Les travailleurs ont encore une lutte d'émancipation à mener et à gagner, une lutte sociale, pour que ce pays devienne vraiment le leur. Et cette lutte, ils ne pourront la mener que tous ensemble, dans l'entente des travailleurs de toutes les ethnies, de toutes les nationalités. Pour un travailleur, un autre travailleur doit être un frère et pas un étranger. Notre patrie commune, c'est la pauvreté, c'est l'exploitation, n'en déplaise à tous ces politiciens corrompus, à tous ces journalistes vénaux qui nous bourrent la tête avec "l'ivoirité" alors qu'ils savent qu'un grand patron, même non ivoirien, commande jusqu'aux ministres et qu'un travailleur, un chômeur, un conducteur de Gbaka ou un petit paysan, même s'il est ivoirien, n'a même pas droit à un minimum de respect de la part du plus petit des fonctionnaires ou des policiers.

Les Gbagbo, les Bédié, les Ouattara, les Guéi sont d'ethnies différentes, mais ils ont tous en commun d'être du monde des riches et de n'avoir d'autre ambition politique que de servir leurs intérêts. A nous d'apprendre à nous défendre et à imposer à eux tous et aux patrons, aux banquiers si chers à leurs coeurs, nos intérêts de travailleurs: le droit à un travail, le droit à un salaire correct, le droit à une vie décente. Et le droit, un jour, d'être débarrassés de tous ces parasites qui s'enrichissent en appauvrissant les autres!

M A L I**TRACTATIONS POLITIQUES
AU SOMMET SANS ESPOIR DE
CHANGEMENT POUR LA POPULATION**

Les élections législatives consécutives à la présidentielle n'ont pas suscité beaucoup d'enthousiasme chez les électeurs. Très peu de gens ont effectué le déplacement vers les urnes. Par contre les fraudes ont été massives : distribution de cartes électorales le jour du vote, urnes sans cadenas, bourrage massif, etc. La cour constitutionnelle composée de "neuf sages" (liés au nouveau président?) ne reconnaît pas le décompte du ministère et proclame ses propres résultats qui sont les suivants : Espoir 2002, 66 députés; ARD 51 députés; ACC 10 députés; SADI 6 députés; "Indépendants" 6 députés. Tous les sièges ne sont pas pourvus mais au vu de ces résultats, aucun parti ne détient la majorité nécessaire pour régner en maître à l'assemblée nationale et donc au gouvernement.

L'ancien parti au pouvoir, l'ADEMA (dirigé par Souleyman Cissé) qui constitue l'ossature de l'ARD a été amputée de 14 sièges par le conseil constitutionnel. Du coup ce parti se trouve relégué à la deuxième place.

Espoir 2002 regroupe le RPN de Ibrahim Babakar Keita (IBK), le CNID de Mountaga Tall et le MPR qui se réclame de l'ex-parti unique du dictateur déchu Moussa Traoré.

IBK a été ministre pendant 5 ans et était membre de l'ADEMA jusqu'à une date récente. Il est désigné grand vainqueur du deuxième tour des législatives.

L'ADEMA même affaiblie et minée par ses querelles intestines proteste et crie au "coup d'Etat institutionnel". La démission du président des "neuf sages" est réclamée par les députés déboutés de leurs sièges et leur parti.

Amadou Toumani Touré, le nouveau président fait semblant d'être au-dessus de la mêlée.

Mais au fond qu'est-ce qui différencie les uns des autres? Qui fait partie de la majorité présidentielle? Qui fait partie de l'opposition? Les alliances politiques de la présidentielle et celles des législatives qui ont suivi ne permettent pas d'y voir clair. Ces alliances sans principe se font et se défont simplement au gré de ce qui permet d'avoir un poste électif ou non électif. La plupart des politiciens ont été à un degré ou à un autre associés au pouvoir précédent, à celui d'avant ou aux deux. Ils n'ont qu'un seul objectif: accéder à la mangeoire quitte à lâcher leur parti, créer un autre, s'associer temporairement à un troisième, etc. Les tractations entre ATT, IBK, Cissé, Mountaga Tall et bien d'autres vieux routards de la politique ou jeunes loups aux dents longues, vont bon train en vue de la formation du futur gouvernement. Tous ces gens sont interchangeables.

Les leaders politiques sont en effervescence sur fond d'une sorte d'indifférence de l'homme de la rue.

Pendant ce temps la situation des classes pauvres est catastrophique. Quelques réalisations du genre tape à l'oeil ont été effectuées telle que "la maison de l'Afrique" et des monuments dédiés à la gloire de martyres; ceux de Thiaroye (du nom d'un camp d'anciens combattants massacrés par le pouvoir gaulliste de l'après guerre au Sénégal), de ceux de l'apartheid, de ceux du régime déchu de Moussa Traoré, des Palestiniens victimes des massacres israéliens.

Une "Maison du peuple", un centre de promotion de l'artisanat

et un "Musée de la femme" font la fierté d'un certain nombre de petits bourgeois liés au régime sortant.

Quelques grands axes routiers reliant des grandes villes ainsi que des aéroports ont été aménagés essentiellement pour répondre aux nécessités de la compétition de football CAN 2002.

L'immense majorité de la population demeure dans une pauvreté grave. Les quelques rares écoles qui existaient auparavant sont paralysées depuis belle lurette du fait qu'aucun moyen n'est débloqué. Les hôpitaux ainsi que les centres de santé sont sinistrés à tel point que certains journaux font état des amputations pratiquées sans anesthésie ni produits antiseptiques. Dans les campagnes et même les villes de province des gosses à moitié abandonnés sont la proie de marabouts qui les obligent à travailler dans les champs ou à se "débrouiller" pour ramener quelque pitance ou des pièces de monnaies à la confrérie. Par temps de pluie (c'est la fin de l'hivernage) les quartiers populaires ainsi que les marchés se transforment en borbiers insalubres. Ce qui fait que le taux de mortalité augmente brutalement pour les enfants en bas âge. Une

grande partie des gosses n'ont d'autre issue que la mendicité. La détresse et le sentiment d'impuissance font que la ferveur religieuse semble en progression. Les chefferies religieuses tiennent le haut du pavé. Le centre de Bamako, la capitale, est interdit à toute circulation de véhicules quatre roues ou deux roues tous les vendredi à certaines heures de prière. A ces moments-là ce sont les militants islamiques qui imposent leurs règles de conduite à toute la population surtout aux femmes lorsque leur tenue vestimentaire n'est pas en conformité avec les préceptes religieux ou supposés tels. Le déficit du niveau d'eau du fleuve Niger et l'insuffisance actuelle des pluies donnent prétexte à tous ces charlatans pour organiser des prières publiques et à se livrer à des incantations pour implorer la clémence du ciel. L'obscurantisme se nourrit de la détresse consécutive à la misère.

Le nouveau régime se contente, dans la continuité du précédent de faire bon ménage avec tout cela. Les gesticulations auxquelles se livrent les hommes du pouvoir et ceux qui rêvent d'y accéder feront-elles longtemps illusion? L'avenir le dira.

SENEGAL

LES CAPRICES DU CLIMAT NE SONT PAS LES VRAIES CAUSES DU MALHEUR DES PETITS PAYSANS

Le président sénégalais, Abdoulaye Wade, a supprimé un certain nombre de festivités sportives comme le tournoi de lutte au cours du mois d'Août pour faire plaisir aux grands marabouts très influents dans le pays. Ceux-ci réclamaient qu'à la place des tournois sportifs le pays tout entier se consacre à la prière pour faire tomber la pluie qui fait défaut en ce temps d'hivernage. Du coup, Wade a appelé tous les musulmans à aller dans les mosquées

et les chrétiens à l'église.

Ce n'est malheureusement pas que ridicule de la part d'un président qui se veut "moderne" de laisser croire qu'en égrenant les chapelets on peut faire tomber la pluie. Mais le plus grave c'est qu'il s'agit-là d'un geste politique de plus en faveur des dignitaires les plus réactionnaires de l'islam, ceux-là même qui s'opposent par exemple à l'émancipation de la femme en pronant la polygamie ou le mariage forcé et qui fustigent

celles et ceux qui osent se battre ouvertement contre la pratique de l'excision.

En agissant de la sorte Wade espère également tromper les petits paysans dont le sort s'aggrave d'année en année et qui n'arrivent pas à s'en sortir même lorsque la saison de pluie est satisfaisante. Il y a en effet actuellement un grand mécontentement des paysans cultivateurs d'arachide car une grande partie d'entre eux n'a pas encore touché le moindre centime de la récolte de l'année dernière. Des "opérateurs" agréés par la Sonacos (Société nationale de commercialisation des oléagineux du Sénégal) ont collecté l'arachide des paysans sans les payer. Ils se sont contentés de remettre à chaque agriculteur un "bon d'achat" en leur promettant de payer ultérieurement. Ces "collecteurs" aux méthodes de gangsters ont de plus le culot de dire que de toute façon s'ils les payent, ce ne sera pas au prix fixé dès le départ au moment où ils ont collecté l'arachide mais à celui du cour effondré actuel même si eux l'ont écoulé au moment où le prix était plus haut. Ils agissent avec un tel mépris car ils ont l'appui des autorités gouvernementales.

Rappelons en effet que Wade, qui en mars 2000 avait décidé de privatiser toute la filière de l'arachide, prétextait alors qu'il y allait de l'intérêt des paysans. Ainsi l'achat et la vente de ce produit de même que la distribution des semences qui étaient auparavant assurés par des organismes étatiques ont été livrés à des margoulinis proches du pouvoir actuel. Ils se font des profits énormes sans avancer aucune somme. Non contents de cela ils ne payent pas ce qu'ils doivent même après coup aux petits paysans.

Mais lorsque les députés du PS aujourd'hui dans l'opposition critiquent cette gestion du PDS, ils sont hypocrites car ils oublient de dire que ce que Wade fait actuellement dans le domaine de l'arachide le PS l'avait réalisé dans celui du riz. C'est Abdou Diouf qui avait en effet cédé le monopole de l'Etat dans la distribution du riz à ses proches. Ils sont devenus milliardaires en un rien de temps. Pour le grand malheur des petits paysans et de la population pauvre en général, Wade ne fait que suivre le sillon tracé par ses prédécesseurs.

NIGERIA

LA PEINE DE MORT UNE PRATIQUE BARBARE !



**Protestation devant l'ambassade
du Nigeria à Paris**

On se rappelle, il n'y a pas si longtemps, la sentence de mise à mort de Safiya Hussein, originaire du Nigeria pour avoir eu un enfant hors mariage. Cette peine, grâce à la mobilisation générale, avait pu être levée. Aujourd'hui encore, c'est une autre femme Amina Lawal qui doit être lapidée à mort pour la même raison, dans le Nord du même pays. Le Nigeria, ce grand pays de 923 768 km², compte largement plus de 100 millions d'habitants. C'est une fédération de 36 Etats. C'est ainsi qu'en 1999, 12 Etats du Nord, en majorité musulmane, ont adopté la "Charia", la loi islamique. Ce qui

a donné lieu à plusieurs affrontements, faisant des milliers de morts, à travers le pays. Non seulement cette loi est barbare, digne de nos ancêtres lointains, mais elle est aussi très arbitraire. Sinon comment comprendre, alors qu'un enfant ne se fait pas seul, que ce soit la femme seulement qui soit condamnée. Il a suffi dans le cas d'Amina Lawal que son amant (forcément père de l'enfant), bien qu'il avoue une liaison de plusieurs mois, jure sur le Coran ne pas être le père de l'enfant, pour que les "bons" juges l'acquittent. Un homme, bien sûr, ça ne peut pas mentir! C'était la même chose dans le premier cas. Loi d'homme, faite par les hommes, pour mieux opprimer les femmes, c'est ça la Charia! Deux poids, deux mesures!

Cela dit, la peine de mort qui sévit aux USA n'a rien à envier à la Charia! Cette grande puissance

mondiale que sont les USA continue à faire tuer de nombreux prisonniers. Après des procès très douteux et très injustes, plusieurs personnes ont été ainsi électrocutées, quelques fois malgré une mobilisation mondiale. L'actuel président américain s'est même tristement illustré, avec son taux élevé de condamnés à mort, lorsqu'il était encore gouverneur du Texas. Et partout dans le monde, les atteintes aux droits de l'homme et autres exécutions sommaires sont monnaie courante. Mais tant que ce sont des pays comme l'Arabie Saoudite qui appliquent la Charia, le monde n'en entend pas parler. Même le terrorisme auquel se livrent les Etats-Unis en Afghanistan et en Irak, passe pour normal. Or, le moins qu'on puisse dire est que ce sont des actions tout aussi barbares et meurtrières. C'est l'expression même de cette société déglinguée dans laquelle nous vivons.

IMMIGRATION

SIX ANS APRES ST BERNARD LA LUTTE DES SANS-PAPIERS CONTINUE

Le 24 août les sans-papiers et diverses organisations de soutien ont manifesté à Paris pour

eu un certain succès puisqu'environ 3000 personnes sont venues pour les soutenir.



**Manifestation devant
la basilique de Saint-Denis**

réclamer la régularisation de tous sans condition. La manifestation a

Le fait marquant, c'est que la Coordination 93 a occupé la Basilique de Saint Denis depuis le 17 août. Cette occupation a incité beaucoup de sans-papiers à venir avec eux. Ce sont des centaines qui sont venus, pour la plupart en groupe des foyers, pour adhérer à la coordination. Il semblerait que beaucoup en ont marre de leur condition et veulent sortir de la clandestinité.

Cette mobilisation c'est donc pour dénoncer la politique du gouvernement qui ne veut pas régulariser la situation de nombreux sans-papiers. Avec le gouvernement de gauche au pouvoir sur environ 140.000 demandes déposées dans les

préfectures environ 60.000 n'ont pas eu de réponse. La moitié a eu une carte de séjour valable seulement un an. A ceux-là il faut ajouter tous ceux venus depuis un certain temps et qui ne sont pas enregistrés comme demandeurs de carte de séjour.

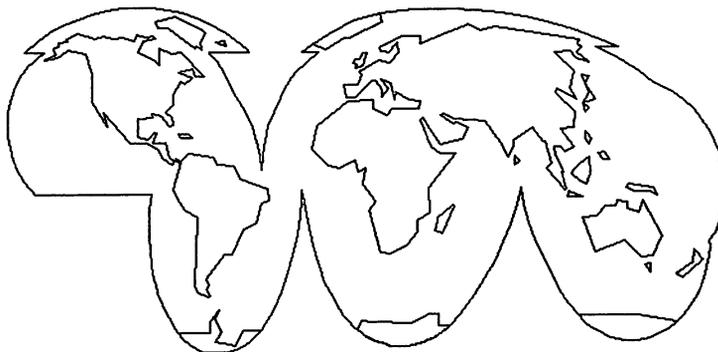
En attendant, tous ces travailleurs, ces jeunes sans-papiers vivent une situation très précaire. Certains arrivent à trouver du travail au noir. Dans ce cas ils sont sous-payés, ils ne peuvent rien réclamer. Les autres sont à la charge de la famille, de la communauté. Leurs conditions de vie sont très dures. Tous risquent à tout moment de se faire expulser. D'ailleurs, le nouveau gouvernement a déjà annoncé la couleur. Sarkozy veut procéder à des expulsions groupées. Autant dire qu'il veut organiser des "charters" pour les

renvoyer.

C'est contre tout cela que les sans-papiers de Saint Denis ont occupé la Basilique. C'est pour les mêmes raisons que ceux de Massy avaient campé depuis le mois d'avril sur le parvis de l'église St Paul à Massy. Récemment quelques centaines de sans-papiers de la Coordination 93 se sont rendus au ministère de l'Intérieur pour demander la régularisation de leur situation. Il ne faut pas s'étonner de la réponse de Sarkozy. Le gouvernement ne veut pas régulariser globalement mais au cas par cas. Autant dire au compte gouttes.

Alors, il est vraiment nécessaire que la lutte des sans-papiers continue. Il faut que de nombreux travailleurs, français et immigrés soutiennent leur lutte, participent aux manifestations.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.